

ALLOCUTION DE M. ANDRÉ ANTOINE, PRÉSIDENT DU PARLEMENT DE WALLONIE

À L'OCCASION DE LA CÉRÉMONIE OFFICIELLE
DES FÊTES DE WALLONIE 2016

Chers collègues Présidents d'assemblées,
Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres-Présidents,
Monsieur le Gouverneur de la Province d'Uppland,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Chers collègues mandataires,
Chers amis de Wallonie ou d'ailleurs, toutes et tous en vos titres, qualités et responsabilités,

Bienvenue à tous,
Herzlich willkommen an Alle,
Hartelijk welkom,

Une fois de plus, soyez les bienvenus en ce lieu exceptionnel qu'est le théâtre royal de Namur. Si nous sommes ici, en prélude à la fête, c'est d'abord pour partager un moment solennel, pour témoigner notre attachement à la Wallonie et à nos racines, pour redire enfin notre confiance en la créativité et l'excellence des forces vives de notre Région. Parce que, ne l'oublions pas, c'est grâce à ces forces vives - entreprises, travailleurs, universités ou encore associations - que la Wallonie crée de la valeur ajoutée et bâtit son avenir.

Chers amis, les années se suivent et ne se ressemblent pas. Reconnaissons que l'année 2016 a mis notre sérénité à rude épreuve.

Le 22 mars restera gravé dans nos mémoires comme un jour d'effroi. Des destins se sont brisés, des familles ont vécu le désespoir de la perte d'un proche. Et aujourd'hui, des survivants sont à jamais hantés par le souvenir de ce jour funeste. En cause, des actes barbares, qui ne sont que les fruits de l'ignorance et de la noirceur d'âme de ceux qui sèment la mort parce qu'ils contestent à d'autres leur liberté de penser.

Et comme si cette terreur ne suffisait pas - pour citer l'écrivain Viviane Forrester - l'horreur s'est aussi faite économique. De fait, la fermeture de Caterpillar vient de nous rappeler que la brutalité émane aussi de salles de réunion feutrées, chauffées par des rétroprojecteurs, où des plans stratégiques conditionnent sans états d'âme le sort de milliers de travailleurs et de leurs familles.

Une simple logique financière, fondée sur des optimums de rentabilité à court terme et des variables d'ajustement. Triste caricature d'une mondialisation aveugle.

Je dis bien mondialisation aveugle, parce que, a priori, l'internationalisation de l'économie a vocation à être un facteur d'essor partagé. Et cela, c'est ni plus ni moins l'esprit de la construction européenne.

L'internationalisation de l'économie n'est du reste pas un phénomène récent. Comme vous le savez, Monsieur le Gouverneur, cher Monsieur Egardt, plusieurs milliers de Wallons ont participé au développement de la sidérurgie en Suède. L'acier n'est toutefois pas le seul support de notre amitié. Dois-je rappeler que la Wallonie a jadis donné une Reine – Blanche de Namur - à la Suède. Et que la Suède nous en a rendu une six siècles plus tard : la Reine Astrid.

Cher Monsieur Egardt, notre principal dénominateur commun, aujourd'hui, n'est autre que l'Europe : cette Europe dont les frontières ne sont plus des remparts mais des portes d'entrée. Certaines se sont même effacées comme les cicatrices s'estompent. La culture, le travail et la connaissance ont trouvé de nouveaux horizons. L'ouverture des frontières s'est traduite par l'ouverture des esprits. Au point que pour les plus jeunes générations, l'Europe est devenue à la fois une communauté de vie et une évidence.

Et pourtant, le 23 juin dernier, une grande nation, la plus cosmopolite même, a choisi de ne plus considérer l'Europe comme un espace politique de développement partagé.

Nos amis britanniques n'étaient certes pas les plus acquis à la cause européenne. Mais le reste de l'Union s'est réveillé incrédule suite à cette désertion.

Ne commettons pas pour autant l'erreur de n'épingler que la seule responsabilité du Royaume-Uni dans cette tourmente inédite. Que nous le voulions ou non, les résultats du référendum britannique constituent l'indicateur d'au moins deux réalités : un dysfonctionnement du projet européen et l'incompréhension de la problématique de la migration. Cette vérité est certes triste. Mais nous pouvons en faire une heureuse opportunité.

L'Union européenne n'a de sens en effet que si elle est au service de la prospérité et de la croissance. Pourtant, en prétendant combattre l'endettement des Etats membres, le pacte de stabilité s'est mué en une croisade aveugle contre l'investissement public et, indirectement, contre la création de richesses et d'emplois.

Les instances internationales ont su en tirer les conséquences. FMI, G20, OCDE, Eurogroupe se sont clairement déclarés favorables à une relance de l'économie par les investissements publics. La Commissaire aux Affaires sociales, Marianne Thyssen, l'a bien compris en demandant une évaluation du pacte de stabilité. La confusion entre dette de fonctionnement et financement d'investissements est réellement dommageable pour la capacité de nos collectivités publiques à développer des infrastructures. Comme le souligne Philippe Maystadt, il faut refaire les liens rompus et desserrer ceux qui étranglent.

L'Europe ne doit pas être une zone de concurrence débridée, où les Etats jouent des coudes pour rendre leurs travailleurs plus attractifs. La directive « détachement » est, à cet égard, une disposition inique, qu'il convient de revoir dans le sens d'une harmonisation du coût social de tous les travailleurs qui effectuent leurs prestations dans un même Etat membre.

De même, la fiscalité ne peut plus provoquer la mobilité d'entreprises recherchant l'assiette fiscale la plus avantageuse. Là encore, cette compétition effrénée menace la cohésion de l'Union. C'est pourquoi nous devons en appeler à un accord équilibré sur une régulation fiscale. Et un tel accord devra consacrer un régime plus favorable aux entreprises créatrices d'emploi.

Enfin, nous avons plus que jamais besoin d'une Europe forte, capable de parler d'une seule voix : une Europe qui ne brade pas ses fondamentaux et qui est capable de dire non. Je vous rejoins donc, Monsieur le Ministre-Président, lorsque vous nous invitez à mettre un terme à la négociation de ce pacte léonin qu'est le Traité transatlantique, mieux connu par les initiales TTIP.

Aussi essentielle soit-elle pour la croissance, la logique de marché est d'abord un rapport de force. Et un projet de société ne se construit jamais sur un rapport de force. L'Europe, elle-même, s'est bâtie sur un projet fédérateur. Comment pourrions-nous dès lors accepter qu'un espace de libre échange nous condamne à être des vaincus.

En effet, les mouvements pendulaires du marché ne suffisent pas à générer du bien-être. Seule la responsabilité politique est de nature à créer des liens vertueux de cause à effet. Le Plan Marshall – que nous avons lancé au Gouvernement wallon en 2006 – en est une parfaite démonstration. Les pôles de compétitivité ont réussi le maillage entre les universités, les entreprises et d'autres opérateurs d'innovation, sans oublier les acteurs de la formation. Dix ans après, cette stratégie de partenariat se traduit par une authentique dynamique de développement. J'en veux pour preuve que les entreprises associées à ces pôles ont vu leur valeur ajoutée progresser de 59% et leur niveau d'emploi croître de 17%.

Aujourd'hui, le développement de notre Région s'appuie aussi sur d'autres succès : le fonds numérique wallon (WING), CREATIVE WALLONIA ou encore NOVALIA. La fédération Wallonie Bruxelles prend pleinement sa part dans cette dynamique volontariste en renforçant la formation en alternance et en adoptant prochainement le pacte d'excellence pour l'éducation.

C'est dans cette même logique d'association des partenaires sociaux que le Gouvernement wallon a lancé le dispositif SESAM en 2013. 3300 emplois ont ainsi été créés dans les PME l'an dernier : une mesure utilement renforcée par le dispositif fédéral de réduction des cotisations au niveau « 0 » pour le premier engagement.

Aujourd'hui, face à l'annonce répétée de licenciements collectifs, le Fédéral et les Régions doivent impérativement amplifier leur coopération pour l'Emploi.

A ce propos, l'appel du Premier Ministre à conclure un pacte national d'investissement est, lui aussi, propice au redéploiement économique de notre pays et de notre Région. Je formule l'espoir que nos Gouvernements respectifs s'entendent très rapidement sur une liste prioritaire d'investissements publics, à même de générer une croissance durable. Pensons notamment aux secteurs productifs que constituent la mobilité, l'énergie, les infrastructures sociales et les cofinancements européens.

En définitive, ce n'est pas d'une main invisible dont ont besoin les citoyens mais de la main tendue des décideurs politiques. Une main tendue qui ne relève pas de l'assistanat mais du soutien et de la régulation. Reste que cette main tendue doit aussi organiser un lien permanent entre la classe politique et les citoyens.

Mais pour parvenir à une telle alliance, la démocratie wallonne ne peut se résumer à un temps d'arrêt quinquennal. La vie politique doit consacrer la démocratie continue.

Depuis 2014, le Parlement de Wallonie s'est ouvert aux citoyens, au travers de pétitions électroniques et de contributions publiques. Les consultations populaires verront, quant à elles, bientôt le jour. J'ai la conviction que nous devons aller plus loin et saisir les Wallons des questions qui portent directement sur leur avenir et leurs conditions de vie. C'est en ce sens que, dans la foulée de la décision de l'instauration de l'assurance autonomie par le Gouvernement wallon, une conférence-consensus sera organisée en collaboration avec l'Institut Destrée. Elle impliquera des experts, des citoyens tirés au sort, des élus wallons et portera sur les enjeux du vieillissement de la population wallonne.

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,
Liebe freunde,
Beste vrienden,

Je voudrais, pour conclure, lancer un appel à notre conscience d'appartenance. Les Wallons ne se sont jamais illustrés par une attitude de repli sur eux-mêmes. Nous sommes, par nature, ouverts sur l'Europe et sur le monde. Nous ne devons pas trahir cette valeur. Mais, plus que jamais, nous devons faire preuve de fierté. Notre Région recèle des trésors de qualité et de créativité : des saveurs du terroir, des produits artisanaux et des avancées technologiques, issus du savoir-faire de celles et ceux qui font l'effort d'innover, de créer la différence. Raison pour laquelle, du reste, les Talents de Wallonie sont désormais mis à l'honneur chaque année, à l'initiative des Parlementaires.

Chauvinisme, patriotisme économique. Peu importe. Mais ayons le réflexe de prendre le meilleur à côté de chez-nous, à portée de palais oserais-je dire. Pour en avoir un avant-goût, n'hésitez pas à découvrir les trésors qui émailleront les rues de Namur tout au long de ce week-end.

Bonne fête à tous.